



29 JUILLET 2014

BPIFRANCE LE LAB PRESENTE LA 59 EME ENQUETE DE CONJONCTURE DANS LES PME

Des perspectives de croissance positives pour 2014 pour les entreprises de l'industrie et des secteurs « B to B » ainsi que pour les PME innovantes et exportatrices. Une accélération modeste anticipée pour 2015. Des effectifs qui se stabilisent.

La 59^{ème} enquête semestrielle de conjoncture de Bpifrance Le Lab a été réalisée par interrogation de 28 000 entreprises de 1 à 249 salariés début mai 2014. L'analyse s'appuie sur un échantillon de 4 092 réponses reçues avant le 7 juin.

- Les dirigeants de PME prévoient, au global, une stabilisation de leur activité en 2014. Une amélioration plus franche se dessine pour les PME de grande taille, celles qui innovent ou ont une activité importante à l'international
- Les perspectives sont beaucoup plus difficiles pour les TPE, notamment dans les secteurs « B to C »
- Les effectifs ont cessé de diminuer pour la première fois depuis la mi-2012, leur croissance dans les moyennes entreprises compensant leur baisse dans les TPE.
- Les trésoreries se sont sensiblement détendues au cours des premiers mois de l'année, tandis que l'accès aux crédits de trésorerie a été un peu plus aisé.
- Après avoir sensiblement limité leurs investissements en 2013, les PME prévoient une moindre réduction cette année.
- Les toutes premières anticipations des PME quant à l'évolution de leur activité en 2015 sont très différenciées selon le secteur d'activité.

De manière générale, les PME innovantes et celles qui sont présentes sur les marchés étrangers sont les plus optimistes à court et moyen terme.

ACTIVITE

32% des dirigeants de PME prévoient une augmentation de leur chiffre d'affaires en 2014 et 28% une baisse. L'indicateur courant d'activité ressort à +4, en hausse de 12 points par rapport à novembre 2013. Il est positif pour la première fois depuis la mi-2012 mais encore très en dessous de sa moyenne de long terme (+20,3).

La croissance annuelle du chiffre d'affaires est prévue à +0,3% en moyenne, après des reculs estimés à -0,9% en 2013 et -0,3% en 2012. Le léger rebond se limite aux secteurs situés en amont du système productif, comme les services aux entreprises, les transports et l'industrie.



Les entreprises exportatrices connaissent pour leur part une franche accélération de leur activité. Elles anticipent une progression de +3,1% en moyenne de leur chiffre d'affaires en 2014, après une croissance nulle ou presque en 2013. De même, les PME qui innovent prévoient une hausse de +3,0% en moyenne de leur chiffre d'affaires en 2014, après +1,0% en 2013.

2015 : modeste accélération de l'activité attendue

32% des dirigeants anticipent une hausse de leur activité en 2015 tandis que 15% craignent une baisse. L'indicateur avancé de l'activité s'établit donc à +17. À ce niveau, il progresse de 11 points en un an mais demeure très en dessous de sa moyenne de long terme (+29).

Les anticipations ne sont significativement positives que dans les secteurs en amont du système productif et tout juste positives dans les secteurs des services aux particuliers, du commerce, de la réparation automobile et du tourisme.

Les perspectives s'améliorent avec la taille de l'entreprise. Ainsi, l'indicateur avancé de l'activité croît de +6 pour les TPE à +37 pour les entreprises de 50 à 249 salariés.

Les PME exportatrices et celles qui innovent sont toujours beaucoup plus optimistes que les autres.

EMPLOI

Les créations de postes dépassent légèrement les suppressions pour la première fois depuis la mi-2012. En mai 2014, 19% des PME annoncent une augmentation du nombre de leurs salariés par rapport à fin 2013 et 17% une diminution. À +2, l'indicateur courant d'emploi progresse de 5 points en six mois. Il est sorti de la zone négative mais se situe encore à 6 points en dessous de sa moyenne de long terme (+8,2).

Les PME exportatrices créent des emplois contrairement aux autres. L'indicateur courant d'emploi des entreprises « fortement exportatrices » gagne 7 points en six mois, à +11. Il progresse de 10 points chez les PME « moyennement exportatrices », à +11 également.

Les créations de postes s'accroissent aussi dans les entreprises innovantes. 27% des PME innovantes ont accru leurs effectifs depuis le début de l'année et 15% les ont réduits.

En 2015, les embauches pourraient s'accroître

21% des PME envisagent d'accroître leurs effectifs l'année prochaine, tandis que 11% prévoient de les réduire. L'indicateur avancé de l'emploi progresse de 6 points en un an, à +10, ce qui le situe à près de 5 points en dessous de la moyenne sur 20 ans. Les anticipations de création nette d'emplois augmentent avec la taille des PME.

Les PME innovantes et exportatrices devraient accélérer leurs embauches, contrairement aux PME qui ne sont ni innovantes ni exportatrices.

SITUATION FINANCIERE

Les trésoreries se sont sensiblement détendues depuis fin 2013. En mai 2014, 60% des PME considèrent « normale ou aisée » la situation de leur trésorerie récente, soit 3 points de plus qu'en novembre 2013. Les trésoreries se sont assouplies dans tous les secteurs excepté la construction et le tourisme. Les tensions de trésorerie ont surtout diminué dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Un accès aux crédits de trésorerie un peu moins difficile début 2014 qu'au second semestre 2013. La situation s'est améliorée au cours des six derniers mois pour les PME de 10 à 249 salariés, seules 22% d'entre elles se disant affectées par des restrictions, contre 29% pour les TPE.



La rentabilité a été médiocre en 2013. Ainsi, 20% des dirigeants jugent « bons » les résultats de leur entreprise en 2013 tandis que 34% les considèrent « mauvais ». L'indicateur de la rentabilité ressort ainsi à -14, en baisse de 3 points en un an. Les résultats sont jugés en recul dans toutes les tailles d'entreprise sauf dans celle de 100 à 249 salariés.

La trésorerie pourrait s'assouplir dans les prochains mois. 12% des dirigeants anticipent un assouplissement de la situation de trésorerie au cours des six prochains mois, tandis que 24% prévoient un durcissement. L'indicateur prévisionnel de la trésorerie gagne 9 points en six mois et retrouve son niveau de mai 2012. Les craintes de tensions sur les trésoreries se réduisent dans tous les secteurs d'activité, notamment ceux les plus en amont du système productif.

Une stabilisation des résultats est attendue en 2014. 20% des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité pour l'exercice en cours et 23% une dégradation. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité est donc tout juste négatif, à -3, conséquence de la timide amélioration du climat des affaires. Les moyennes entreprises anticipent pour leur part une progression de leurs résultats, les TPE une nouvelle érosion.

Un ralentissement de la baisse des investissements en 2014. 44% des PME « ont déjà investi ou prévoient d'investir dans l'année ». C'est la même proportion qu'en mai 2013, mais 3 points de moins qu'en mai 2012. Pour 2014, 31% des entreprises prévoient une baisse des dépenses d'investissement et 22% une progression.

Les PME exportatrices et innovantes ont stabilisé leurs investissements contrairement aux autres.

L'accès au crédit à l'investissement est difficile pour un peu plus d'une PME sur dix. La fragilité financière de l'entreprise apparaît toujours comme la principale cause de refus, mais l'appartenance à un secteur d'activité considéré comme risqué constitue de plus en plus un obstacle.

Enfin, malgré la relative prudence des projets d'investissement prévus en 2014, les PME souhaitent limiter à 35% la part de l'autofinancement, tout comme en mai 2013. En effet, le faible coût du crédit semble particulièrement favorable à l'endettement, alors que la majorité des PME ne se considèrent pas trop endettées actuellement.

A propos de Bpifrance

Bpifrance, filiale de la Caisse des Dépôts et de l'Etat, partenaire de confiance des entrepreneurs, accompagne les entreprises, de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse, en crédit, en garantie et en fonds propres. Bpifrance assure, en outre, des services d'accompagnement et de soutien renforcé à l'innovation et à l'export, en partenariat avec UBIFRANCE et Coface.

Issu du rapprochement d'OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions, Bpifrance propose aux entreprises un continuum de financements à chaque étape clé de leur développement et une offre adaptée aux spécificités régionales.

Fort de 42 implantations régionales (90 % des décisions prises en région), Bpifrance constitue un outil de compétitivité économique au service des entrepreneurs. Bpifrance agit en appui des politiques publiques conduites par l'État et par les Régions pour répondre à trois objectifs :

- favoriser le développement économique des régions
- participer au renouveau industriel de la France
- faire émerger les champions de demain.

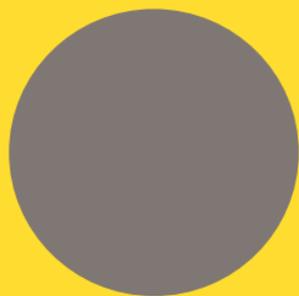
Avec Bpifrance, les entreprises bénéficient d'un interlocuteur puissant, proche et efficace, pour répondre à l'ensemble de leurs besoins de financement, d'innovation et d'investissement.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : bpifrance-lelab.fr. Suivez-nous sur Twitter : @BpifranceLeLab, @bpifrance

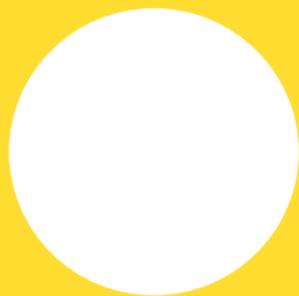
Contacts presse :

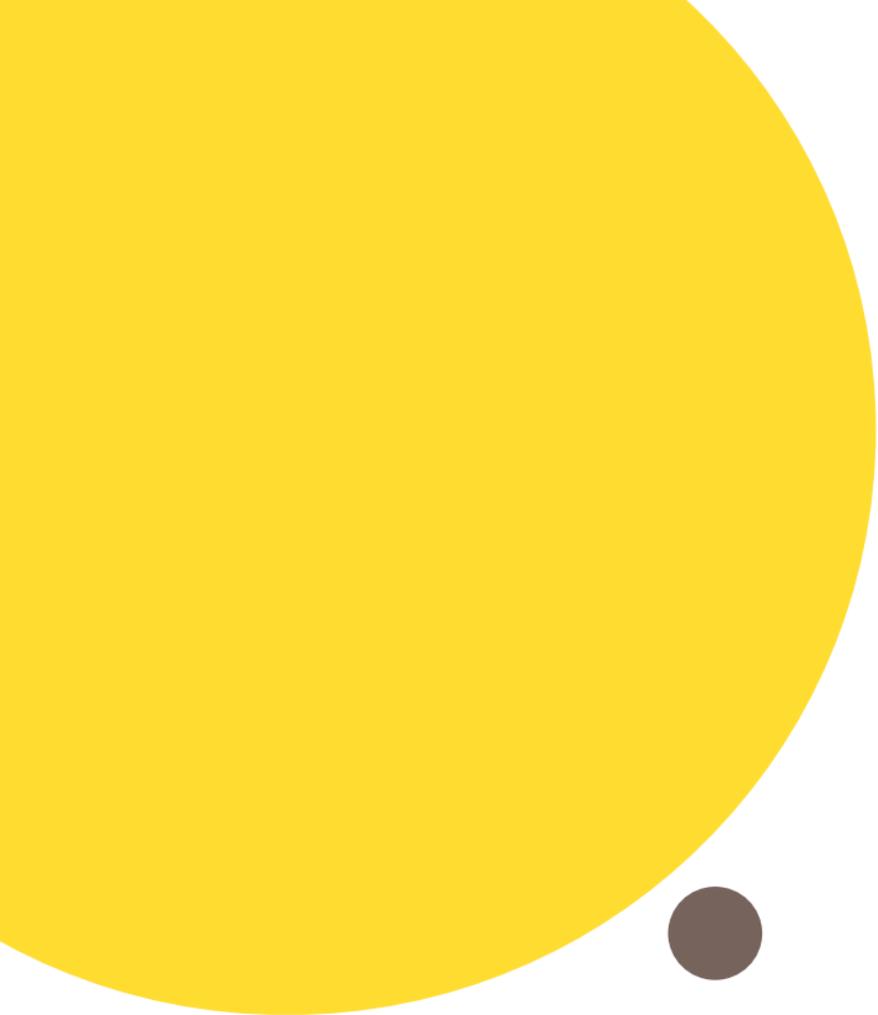
Antoine Boulay
Tél : 01 41 79 83 76
antoine.boulay@bpifrance.fr

Antoine Mathot
Tél. : 01 41 79 86 08
antoine.mathot@bpifrance.fr



PMIE
59^e ENQUÊTE
DE CONJONCTURE
JUILLET 2014





PME

59^e ENQUÊTE
DE CONJONCTURE
JUILLET 2014

SYNTHÈSE 4-7

1 ACTIVITÉ 8-19

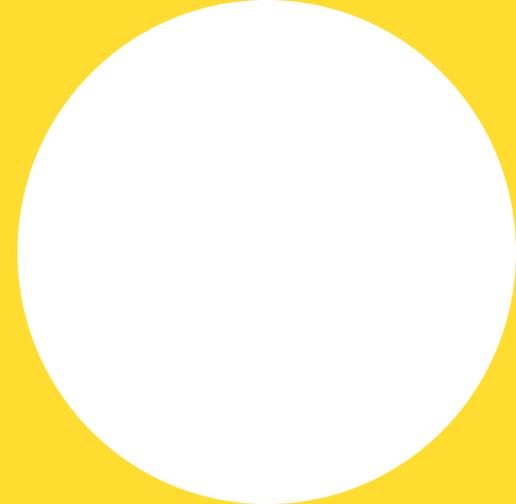
2 EMPLOI 20-33

3 SITUATION FINANCIÈRE 34-57

**4 LES INVESTISSEMENTS
ET LEUR FINANCEMENT** 58-77

5 MÉTHODOLOGIE 78-83

SYNTHÈSE



2014
un redressement limité
aux secteurs amont

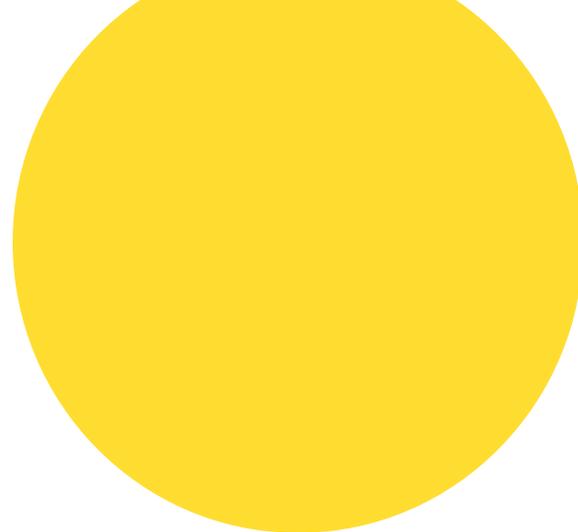
2015
une modeste accélération
anticipée

Interrogés en mai, les dirigeants de PME prévoient une stabilisation de leur activité en 2014. Sur la base des quatre ou cinq premiers mois de l'année, ils anticipent une hausse de 0,3 % en moyenne de leur CA, après une baisse de 0,9 % en 2013.

Une reprise molle de l'activité se fait jour dans les secteurs les plus en amont du système productif, à savoir les services aux entreprises, l'industrie et les transports, tandis que l'activité se stabilise dans le commerce de gros. La décélération se poursuit dans les secteurs dépendant de la consommation des ménages, notamment le tourisme et les services aux particuliers. Enfin, l'activité s'étiole dans la construction, les commandes de chantiers étant très insuffisantes.

Les effectifs ont cessé de diminuer pour la première fois depuis la mi-2012, leur croissance dans les moyennes entreprises compensant leur baisse dans les TPE.

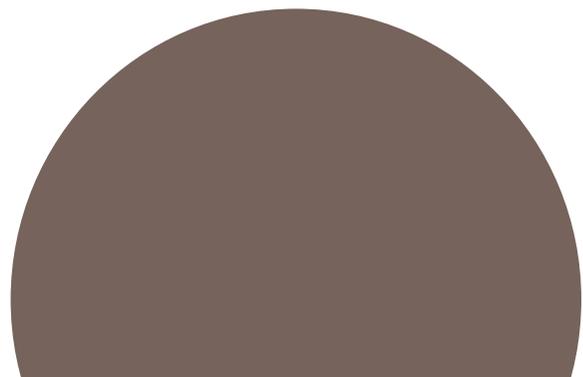
Les trésoreries se sont sensiblement détendues au cours des premiers mois de l'année tandis que l'accès aux crédits de trésorerie a été un peu plus aisé, sauf pour les TPE qui souffrent le plus d'un manque d'activité.



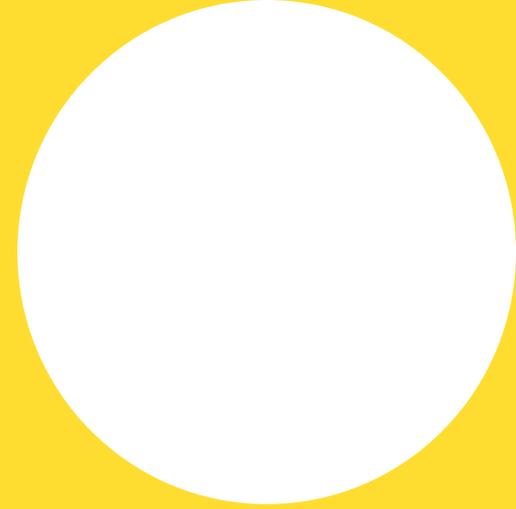
Après avoir sensiblement limité leurs investissements en 2013, les PME prévoient une moindre réduction cette année, grâce à leur stabilisation dans l'industrie, les travaux publics et les services aux entreprises.

Les toutes premières anticipations des PME quant à l'évolution de leur activité en 2015 sont très différenciées selon le secteur d'activité. Les perspectives de croissance sont significativement positives dans les secteurs amont, à commencer par l'industrie et le commerce de gros. Elles sont en revanche de nouveau négatives dans le commerce de détail et la construction.

D'une façon générale, les PME qui pratiquent l'innovation et celles qui sont présentes sur les marchés étrangers sont les plus optimistes à court et moyen terme.



1. ACTIVITÉ



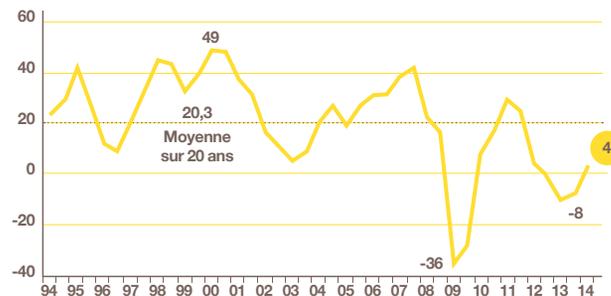
1.1

2014 : Une reprise tout juste esquissée au premier semestre

L'activité a entamé un timide redressement

En mai, 32 % des dirigeants de PME prévoient une augmentation de leur CA en 2014 et 28 % une baisse. L'indicateur courant d'activité ressort donc à +4, en hausse de 12 points par rapport à novembre. Il est positif pour la première fois depuis la mi-2012 mais encore très en dessous de sa moyenne de long terme (+20,3).

• **INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS (N)**
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSE)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N.

Source : Bpifrance.

La croissance annuelle du CA est prévue à +0,3 % en moyenne, après des reculs estimés à -0,9 % en 2013 et -0,3 % en 2012.

(1) Solde en pourcentage des opinions opposées : cf. définition dans la méthodologie page 82.

Le léger rebond se limite aux secteurs situés en amont du système productif

- **UNE HAUSSE MOYENNE DU CA EN 2014 EST ANNONCÉE DANS TROIS SECTEURS**
(Rappel en 2013)



- **LE CA EST EN VOIE DE STABILISATION DANS LE COMMERCE EN GÉNÉRAL**
(Rappel en 2013)



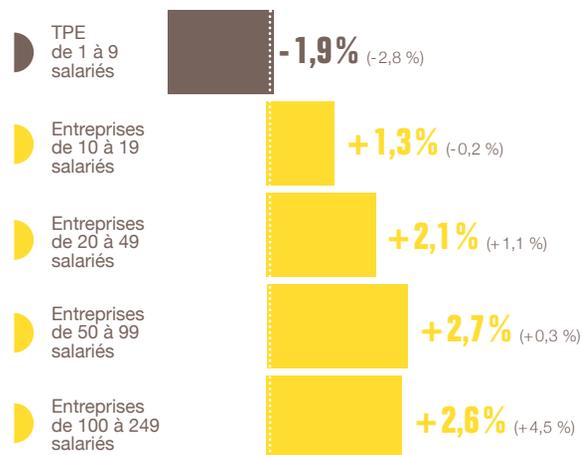
- **LE REPLI DEVRAIT SE POURSUIVRE EN 2014 DANS LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ**
(Rappel en 2013)



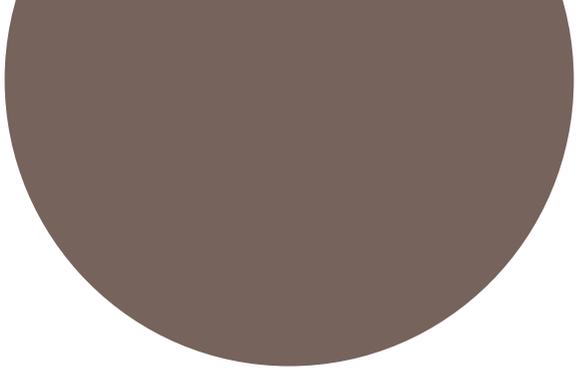
Source : Bpifrance.

L'activité est annoncée en progression modérée dans toutes les tailles d'entreprise excepté dans les TPE

- **PRÉVISION DE L'ÉVOLUTION DU CA EN 2014**
(Rappel en 2013)



Source : Bpifrance.



INNOVATION EXPORTATION

Franche accélération de l'activité chez les entreprises exportatrices, nouvel effrètement chez les autres

Les entreprises « fortement exportatrices » ainsi que celles « moyennement exportatrices »⁽¹⁾ anticipent une progression de +3,1 % en moyenne de leur CA en 2014, après une croissance nulle ou presque en 2013.

À l'inverse, l'évolution de l'activité serait à peine stabilisée cette année, avec un recul moyen de -0,6 %, après -1,3 % en 2013.

L'écart se creuse entre les PME qui innovent et les autres

Les entreprises « innovantes »⁽²⁾ prévoient une hausse de +3,0 % en moyenne de leur CA en 2014, après +1,0 % en 2013. En revanche, les PME « non innovantes » anticipent une baisse de -1,3 % cette année, à peine inférieure à celle de 2013 (-1,9 %).

(1) Cf qualification des entreprises exportatrices dans la méthodologie page 82.

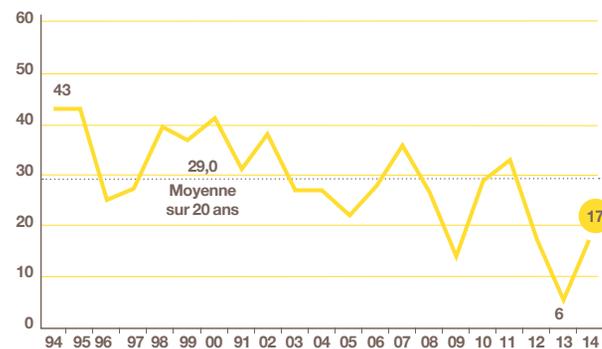
(2) Cf qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie page 83.

1.2

2015 : Modeste accélération de l'activité attendue

En mai 2014, 32 % des dirigeants anticipent une hausse de leur activité en 2015 tandis que 15 % craignent une baisse. L'indicateur avancé de l'activité s'établit donc à +17. À ce niveau, il progresse de 11 points en un an mais demeure très en dessous de sa moyenne de long terme (+29).

- **INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)**
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)

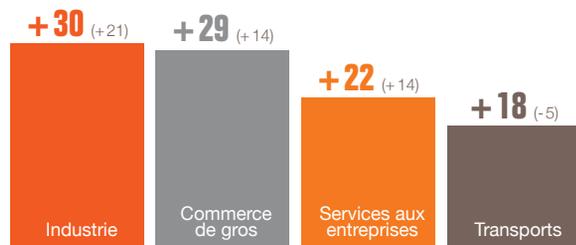


Prévisions faites en mai de l'année N pour l'année N + 1.

Source : **Bpifrance**.

Les anticipations ne sont significativement positives que dans les secteurs en amont du système productif

- **L'INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ N'EST VRAIMENT POSITIF QUE DANS QUATRE SECTEURS**
(Rappel mai 2013)



- **IL EST TOUT JUSTE POSITIF DANS LES TROIS SECTEURS SUIVANTS**
(Rappel mai 2013)



- **IL RESTE NÉGATIF DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL ET LA CONSTRUCTION**
(Rappel mai 2013)



Source : **Bpifrance**.

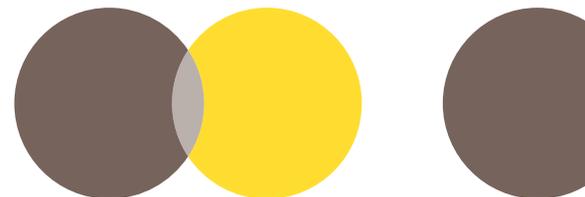
Les perspectives s'améliorent avec la taille de l'entreprise

L'indicateur avancé de l'activité croît de +6 chez les TPE à +37 chez les entreprises de 50 à 249 salariés (cf. page 32 indicateurs avancés d'emploi et d'activité selon la taille de l'entreprise).

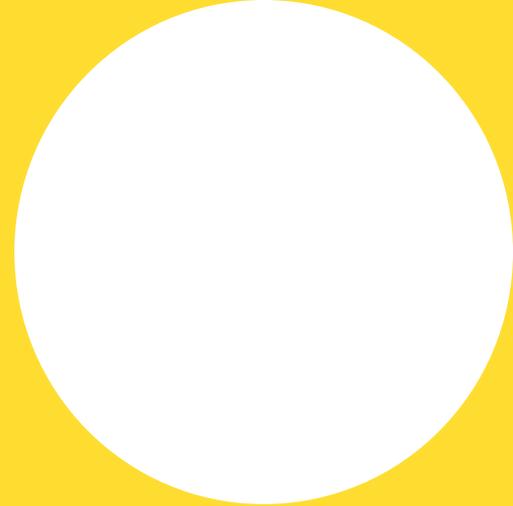
Les PME exportatrices et celles qui innovent sont beaucoup plus optimistes que les autres

L'indicateur avancé de l'activité ressort à +40 chez les entreprises « fortement exportatrices » et à +38 chez les « moyennement exportatrices ». Il est bien inférieur, à +11, chez les « non exportatrices ».

En outre, 48 % des entreprises « innovantes » anticipent une progression de leur activité en 2015, alors que 10 % prévoient une diminution, ce qui donne un indicateur avancé à +38. En revanche, 23 % seulement des PME « non innovantes » anticipent une augmentation tandis que 17 % craignent une baisse, leur indicateur avancé ressortant à +6.



2. EMPLOI



2.1

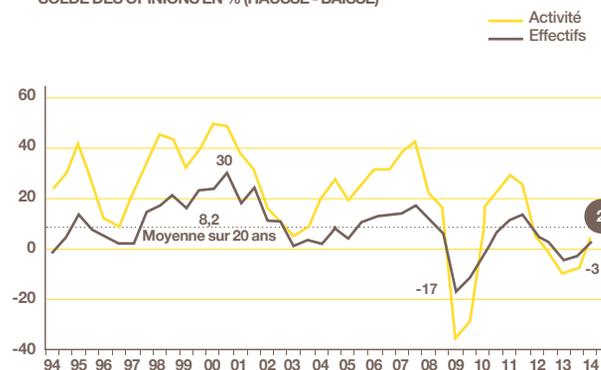
2014

Les PME ont cessé de réduire leurs effectifs au premier semestre

Les créations de postes dépassent légèrement les suppressions pour la première fois depuis la mi-2012

En mai 2014, 19 % des PME annoncent une augmentation du nombre de leurs salariés par rapport à fin 2013 et 17 % une diminution. À +2, l'indicateur courant d'emploi progresse de 5 points en six mois. Il est sorti de la zone négative mais se situe encore à 6 points en dessous de sa moyenne de long terme (+8,2).

• INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N) SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSSE)



Estimations faites en mai et novembre de l'année N pour l'année N.

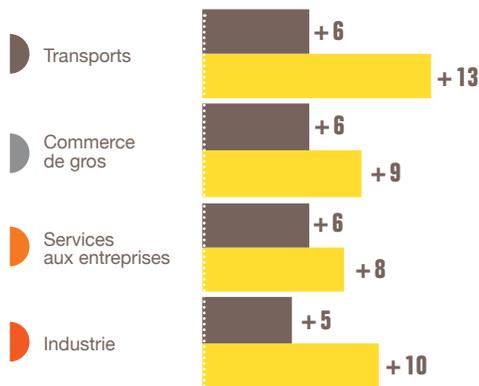
Source : Bpifrance.

La croissance des effectifs se confirme dans les PME des secteurs amont (B to B)

L'évolution des effectifs est très corrélée à celle de l'activité.

L'emploi progresse modérément dans les secteurs où l'activité repart lentement.

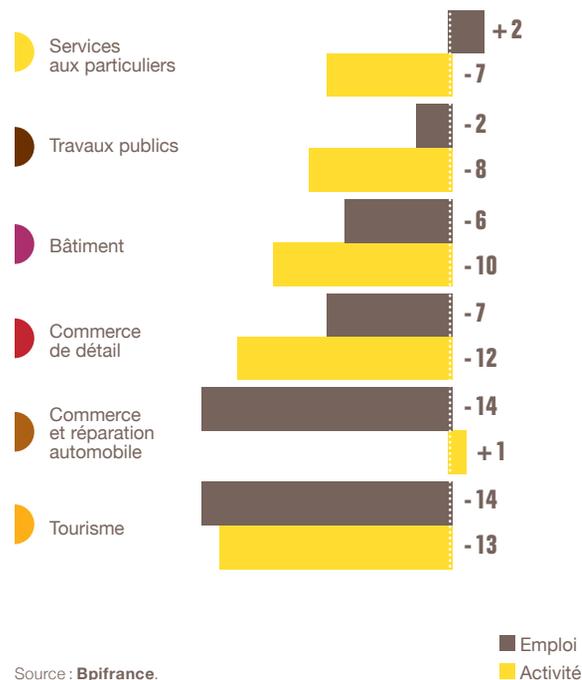
- C'EST CE QUE MONTRE LA COMPARAISON DES INDICATEURS COURANTS D'EMPLOI ET D'ACTIVITÉ DANS LES SECTEURS SUIVANTS
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)



Source : Bpifrance.

■ Emploi
■ Activité

- DANS LES AUTRES SECTEURS, OÙ L'ACTIVITÉ STAGNE OU CONTINUE DE S'EFFRITER, LES EFFECTIFS SONT LE PLUS SOUVENT EN RECU
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)

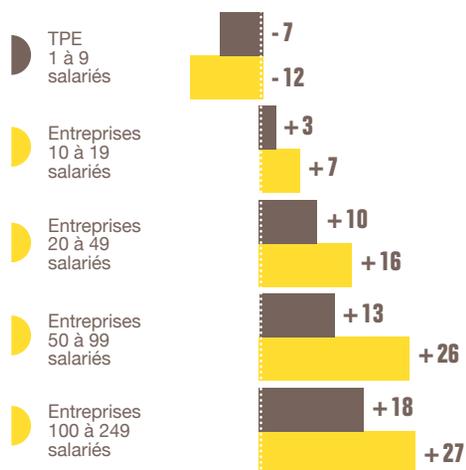


Source : Bpifrance.

■ Emploi
■ Activité

Les entreprises de 10 à 249 salariés accroissent leurs effectifs alors que les TPE les réduisent toujours

- **INDICATEURS COURANTS D'EMPLOI ET D'ACTIVITÉ SELON LA TAILLE SALARIALE DES ENTREPRISES**
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSSE)



Source : Bpifrance.

■ Emploi
■ Activité

Les PME exportatrices créent des emplois contrairement aux autres

L'indicateur courant d'emploi des entreprises « fortement exportatrices » gagne 7 points en six mois, à +11. Il progresse de 10 points chez les PME « moyennement exportatrices », à +11 également.

En revanche, l'emploi continue de s'effriter chez les entreprises « non exportatrices », avec un indicateur à -2, après -4 fin 2013.

Les créations de postes s'accroissent chez les entreprises innovantes

27 % des PME innovantes ont accru leurs effectifs depuis le début de l'année et 15 % les ont réduits, l'indicateur courant d'emploi ressortant à +12.

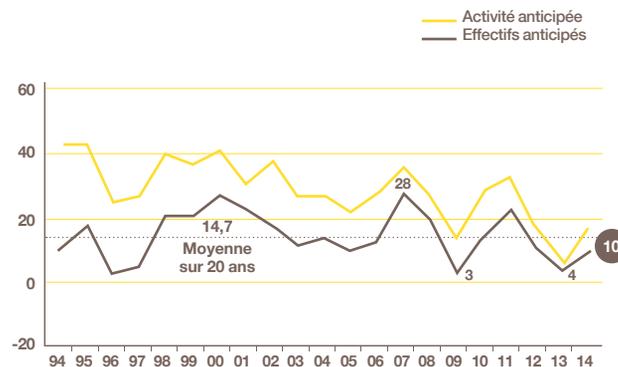
Par contre, l'indicateur des « non innovantes » reste négatif, à -4, malgré une hausse de 3 points en six mois.

2.2

2015 Les embauches pourraient s'accélérer

21 % des PME envisagent d'accroître leurs effectifs l'année prochaine, tandis que 11 % prévoient de les réduire. L'indicateur avancé de l'emploi progresse de 6 points en un an, à +10, ce qui le situe à près de 5 points en dessous de la moyenne sur 20 ans.

• INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1) SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)



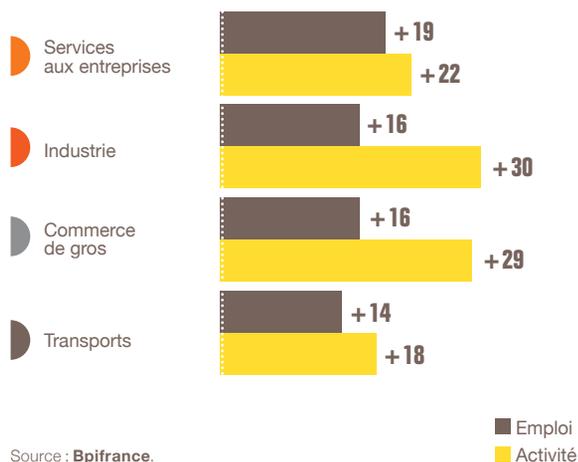
Prévisions faites en mai de l'année N pour l'année suivante N+1.

Source : Bpifrance.

Les perspectives de création d'emplois sont assez positives dans les secteurs d'activité amont (B to B)

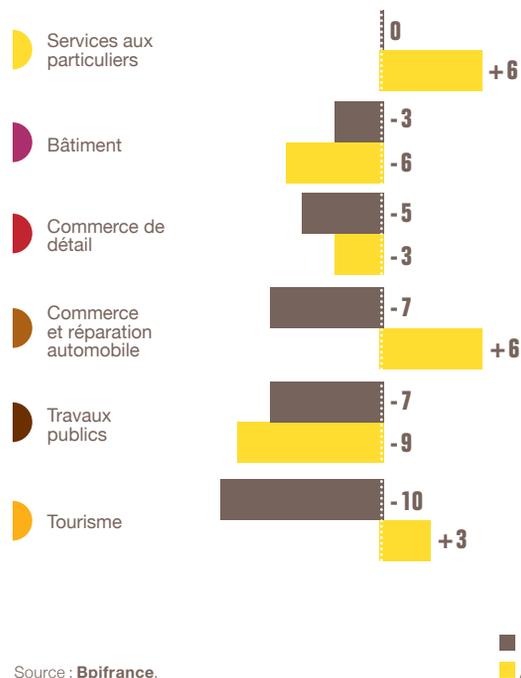
Les intentions d'embauche en 2015 sont les meilleures dans ces secteurs où les perspectives d'activité sont en hausse.

• SECTEURS DANS LESQUELS LES INDICATEURS AVANCÉS D'EMPLOI ET D'ACTIVITÉ SONT POSITIFS SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSE)



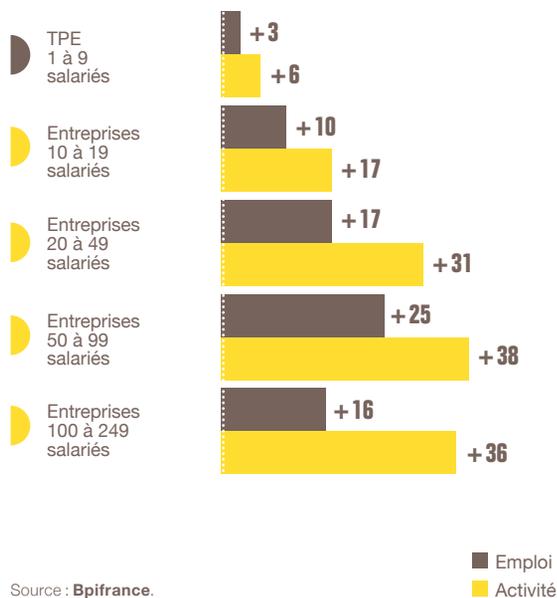
Les effectifs salariés devraient au contraire stagner dans la construction et les secteurs liés à la consommation des ménages, où les perspectives d'évolution de l'activité en 2015 sont médiocres.

• SECTEURS DANS LESQUELS LES INDICATEURS AVANCÉS D'EMPLOI ET D'ACTIVITÉ SONT NÉGATIFS OU FAIBLEMENT POSITIFS SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSE)



Les anticipations de création nette d'emplois augmentent avec la taille des PME

• INDICATEURS AVANCÉS D'EMPLOI ET D'ACTIVITÉ SELON LA TAILLE SALARIALE DES ENTREPRISES SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)

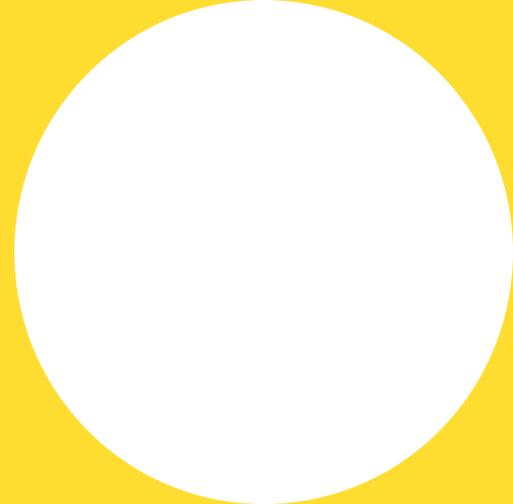


Les PME innovantes et exportatrices devraient accélérer leurs embauches

L'indicateur avancé d'emploi se redresse vivement chez les entreprises présentes sur les marchés étrangers, à +21 pour les « fortement exportatrices » et +26 pour les « moyennement exportatrices ». À l'inverse, il reste faible, à +6, pour les PME « non exportatrices ».

L'écart est encore plus accentué en ce qui concerne l'innovation, l'indicateur avancé de l'emploi s'établissant à +26 pour les entreprises « innovantes », à comparer à +1 pour les « non innovantes ».

3. SITUATION FINANCIÈRE



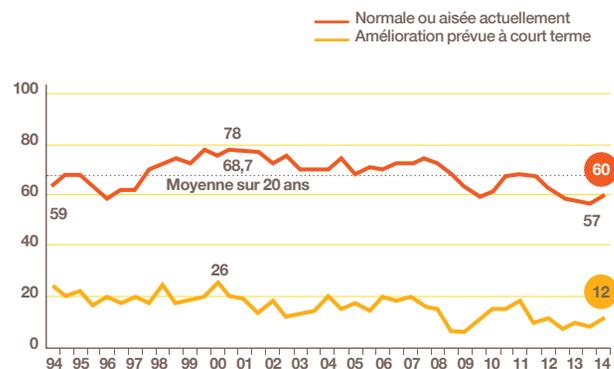
3.1

Depuis fin 2013 les trésoreries se sont sensiblement détendues

En mai 2014, 60 % des PME considèrent « normale ou aisée » la situation de leur trésorerie récente, soit 3 points de plus qu'en novembre 2013.

A contrario, 40 % des dirigeants disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, contre 43 % en novembre 2013.

• TRÉSORERIE DES PME OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE EN %

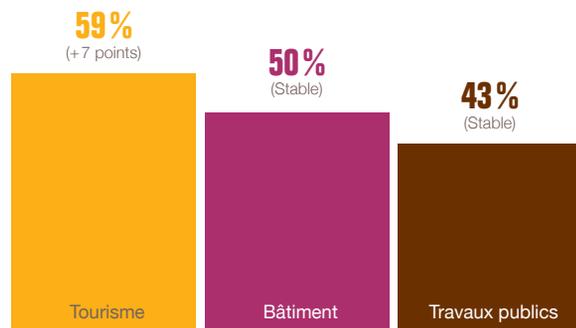


Source : Bpifrance.

Les trésoreries se sont assouplies dans tous les secteurs excepté la construction et le tourisme

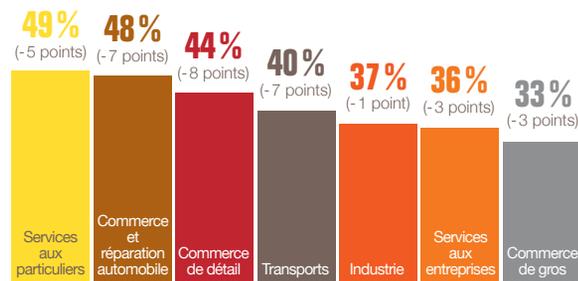
- **SECTEURS OÙ LA PROPORTION DE PME ESTIMANT DIFFICILE L'ÉTAT DE LEUR TRÉSORERIE RÉCENTE S'EST MAINTENUE OU A AUGMENTÉ**

(Évolution entre novembre 2013 et mai 2014)



- **SECTEURS OÙ LA PROPORTION DE PME ESTIMANT DIFFICILE L'ÉTAT DE LEUR TRÉSORERIE RÉCENTE A DIMINUÉ**

(Évolution entre novembre 2013 et mai 2014)

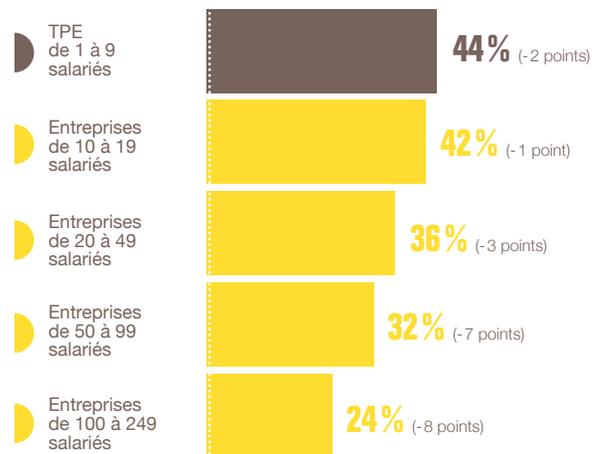


Source : Bpifrance.

Les tensions de trésorerie ont surtout diminué dans les entreprises de plus de 50 salariés

- **PROPORTION DE PME ESTIMANT DIFFICILE L'ÉTAT DE LEUR TRÉSORERIE RÉCENTE SELON L'EFFECTIF SALARIÉ**

(Évolution entre novembre 2013 et mai 2014)



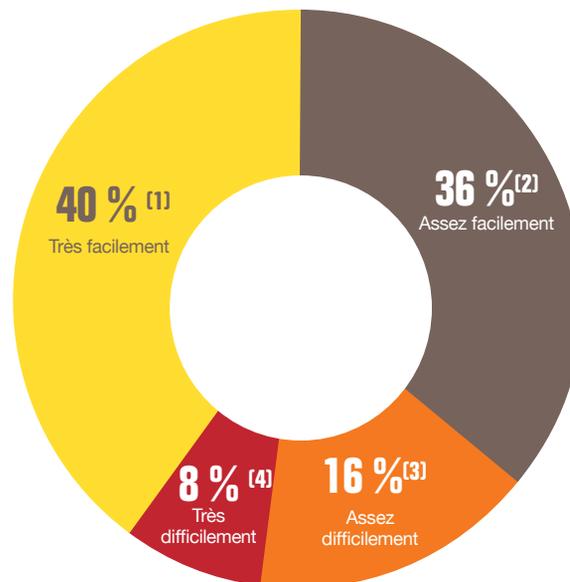
Source : Bpifrance.

3.2

Un accès aux crédits de trésorerie un peu moins difficile début 2014 qu'au second semestre 2013

Deux questions ont été introduites dans l'enquête de fin 2010 pour appréhender les conditions d'accès aux crédits de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées.

- « AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, COMMENT AVEZ-VOUS ASSURÉ LE FINANCEMENT DE VOTRE EXPLOITATION COURANTE ? » :



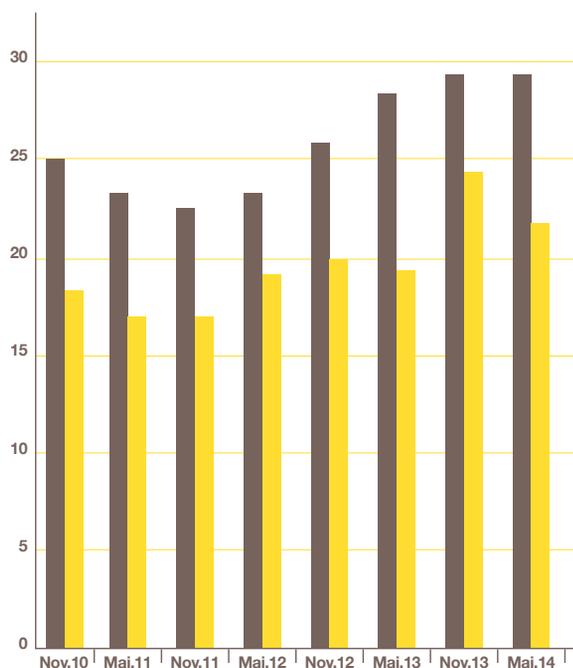
- (1) Trésorerie excédentaire (- 2 points/novembre 2013).
- (2) Concours bancaires sollicités obtenus (stable/novembre 2013).
- (3) Obtention partielle des avances demandées (- 2 points/novembre 2013).
- (4) Aucune facilité bancaire obtenue (stable/mai 2013).

Source : **Bpifrance**.

En six mois, la fréquence des citations sur l'accès aux crédits de trésorerie jugé « assez » ou « très » difficile diminue de 2 points, à 24 %, quasi au niveau de mai 2013 (23 %).

L'accès aux crédits d'exploitation est d'autant plus difficile que l'entreprise est petite. La situation s'est améliorée au cours des six derniers mois pour les PME de 10 à 249 salariés, 22 % d'entre elles se disant affectées par des restrictions. Par contre, la proportion s'est maintenue au plus haut, à 29 %, chez les TPE.

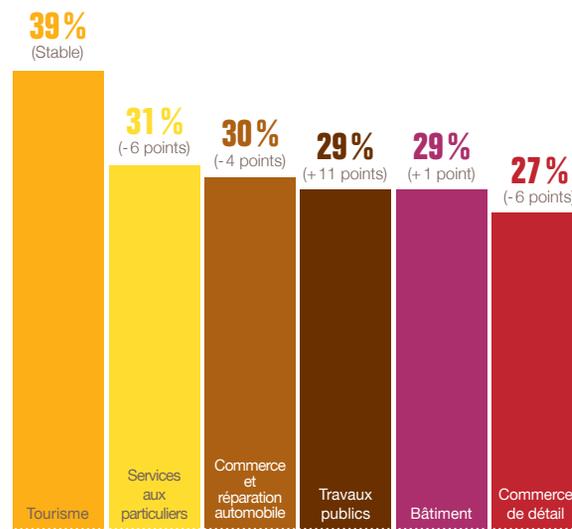
• **ACCÈS AUX CRÉDITS DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE**
EN %



Source : Bpifrance.

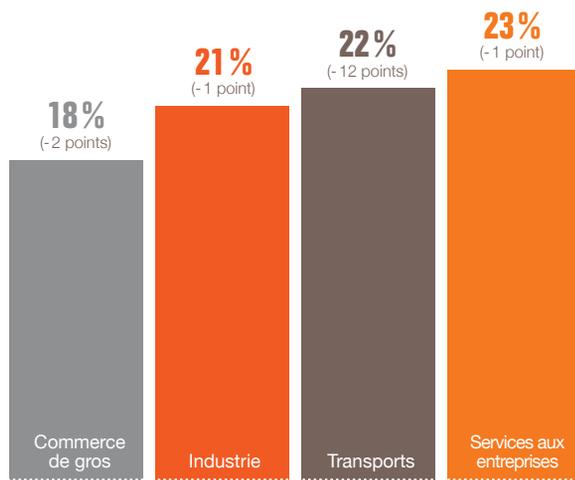
■ Moins de 10 salariés
■ 10 à 250 salariés

- **D'UN POINT DE VUE SECTORIEL, LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX CRÉDITS D'EXPLOITATION SONT LES PLUS FRÉQUENTES DANS LES SECTEURS QUI SOUFFRENT LE PLUS D'UN MANQUE D'ACTIVITÉ**
(Évolution entre novembre 2013 et mai 2014)

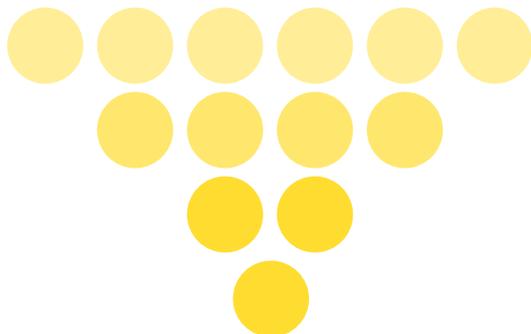


Source : Bpifrance.

- LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT À COURT TERME SONT PLUS FAIBLES ET EN DIMINUTION DANS LES AUTRES SECTEURS, OÙ L'ACTIVITÉ SE REDRESSE QUELQUE PEU**
 (Évolution entre novembre 2013 et mai 2014)

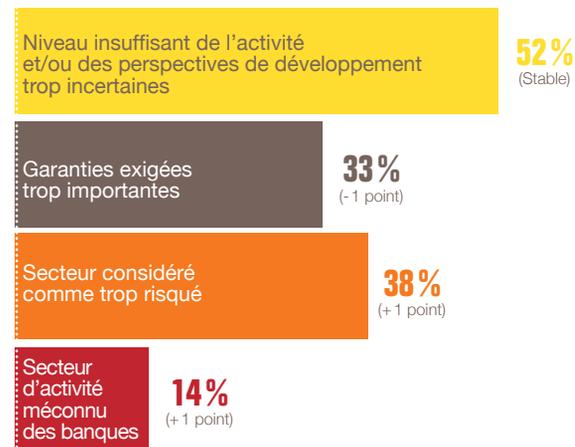


Source : Bpifrance.



Aux 24 % d'entreprises ayant déclaré des difficultés d'obtention de concours à court terme, il était posé la question suivante :

- QUELLES SONT LES RAISONS DE CES DIFFICULTÉS PARMI LES 4 SUIVANTES ?**
 POSSIBILITÉ DE RÉPONSES MULTIPLES
 (Évolution entre novembre 2013 et mai 2014)



Source : Bpifrance.

La faiblesse de l'activité demeure la principale cause de refus des établissements financiers.

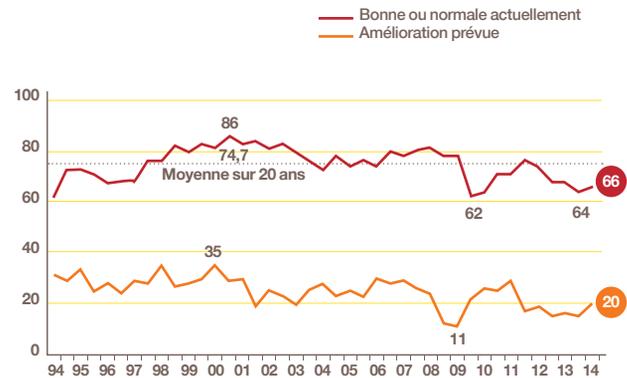
3.3

2013

La rentabilité a été médiocre

En mai, 20 % des dirigeants jugent « bons » les résultats de leur entreprise en 2013 tandis que 34 % les considèrent « mauvais ». L'indicateur de la rentabilité ressort ainsi à -14, en baisse de 3 points en un an.

• RENTABILITÉ DES PME OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE EN %



Source : Bpifrance.

La rentabilité est estimée en diminution dans la majorité des secteurs

- **L'INDICATEUR DE LA RENTABILITÉ DU DERNIER EXERCICE EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DANS TROIS SECTEURS**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)

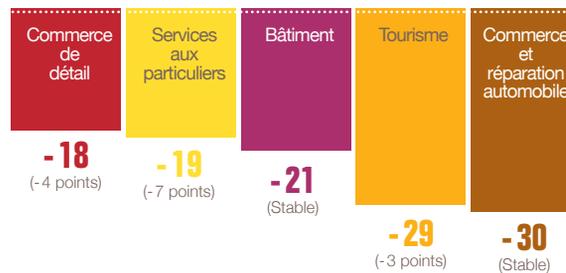


- **IL EST VOISIN DE LA MOYENNE DANS L'INDUSTRIE ET LES TRANSPORTS**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)



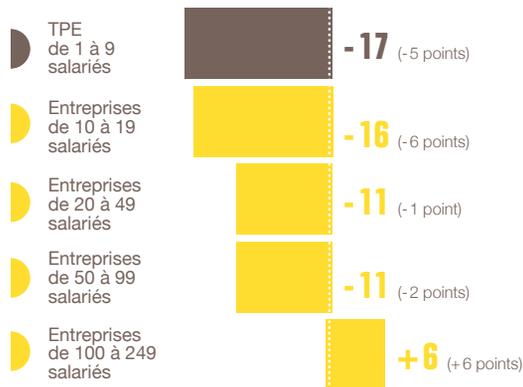
Source : Bpifrance.

- **L'INDICATEUR DE LA RENTABILITÉ EST INFÉRIEUR À LA MOYENNE DANS LES AUTRES SECTEURS**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)



Les résultats sont jugés en recul dans toutes les tailles d'entreprise sauf dans celle de 100 à 249 salariés

- **INDICATEUR DE LA RENTABILITÉ DU DERNIER EXERCICE SELON L'EFFECTIF SALARIÉ**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)



Source : Bpifrance.

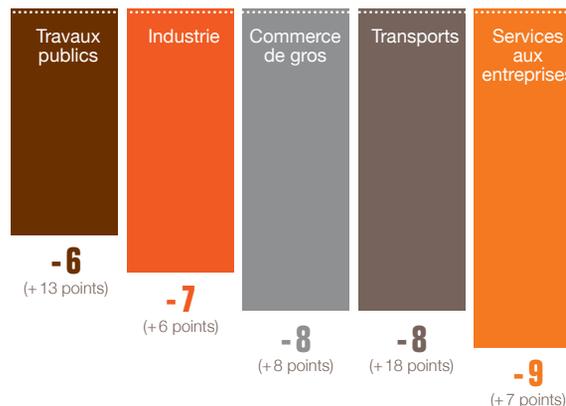
3.4

Trésorerie des prochains mois : elle pourrait s'assouplir quelque peu

En mai, 12 % des dirigeants anticipent un assouplissement de la situation de trésorerie au cours des six prochains mois, tandis que 24% prévoient un durcissement. L'indicateur prévisionnel de la trésorerie gagne 9 points en six mois et retrouve son niveau de mai 2012.

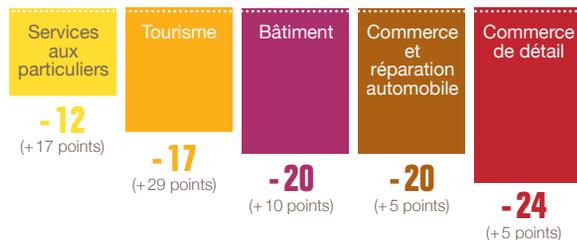
Les craintes de tensions sur les trésoreries se réduisent dans tous les secteurs d'activité notamment ceux les plus en amont du système productif

- **SECTEURS OÙ L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE EST LE PLUS PROCHE DE L'ÉQUILIBRE ET EN NETTE AMÉLIORATION**
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de novembre 2013)



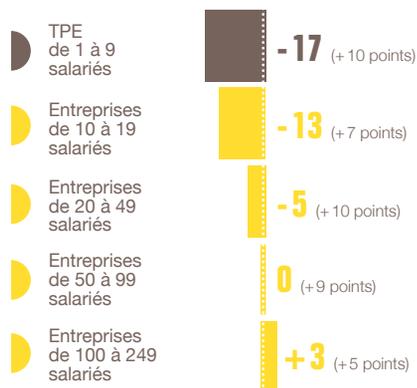
Source : Bpifrance.

- **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE SE REDRESSE AUSSI DANS LES SECTEURS LIÉS À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES (B TO C) MAIS RESTE ENCORE LOIN DE L'ÉQUILIBRE**
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de novembre 2013)



Les moyennes entreprises anticipent un léger assouplissement contrairement aux entreprises de plus petite taille

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE EN FONCTION DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de novembre 2013)



Source : Bpifrance.

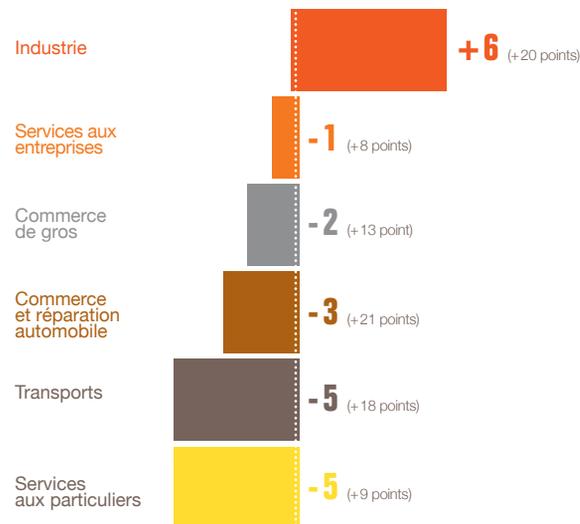
3.5

2014 Stabilisation des résultats attendus

En mai 2014, 20 % des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité pour l'exercice en cours et 23 % une dégradation. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité est donc tout juste négatif, à -3, conséquence de la timide amélioration du climat des affaires.

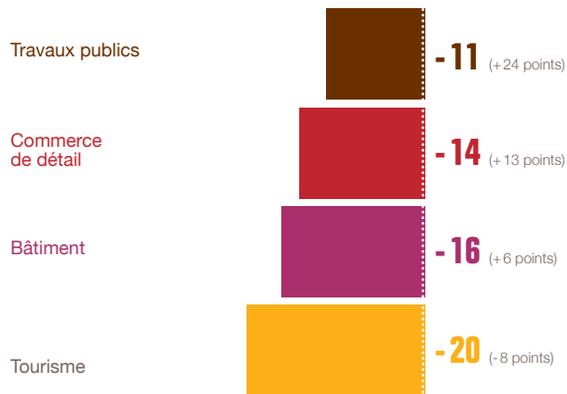
Hausse des résultats espérée dans l'industrie, nouvelle érosion crainte dans la construction et le commerce de détail

- L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA RENTABILITÉ EST POSITIF OU PROCHE DE L'ÉQUILIBRE DANS LA MAJORITÉ DES SECTEURS D'ACTIVITÉ (Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)



Source : Bpifrance.

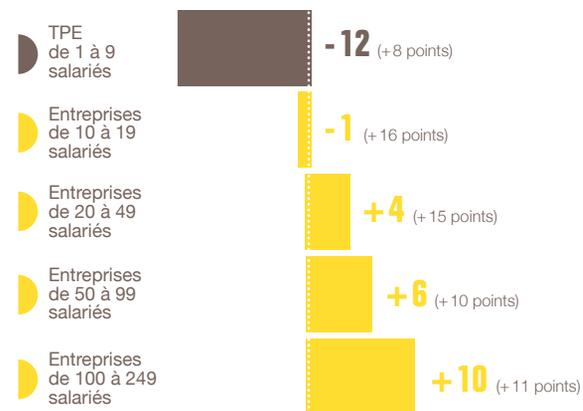
- L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA RENTABILITÉ RESTE ASSEZ NÉGATIF DANS QUELQUES SECTEURS (Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)



Source : Bpifrance.

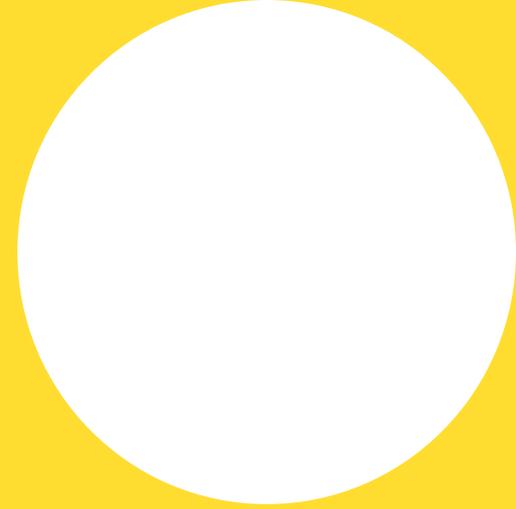
Les moyennes entreprises anticipent une progression de leurs résultats, les TPE une nouvelle érosion

- L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA RENTABILITÉ EST TRÈS CORRÉLÉ À LA TAILLE DE L'ENTREPRISE (Évolution sur 1 an depuis l'enquête de mai 2013)



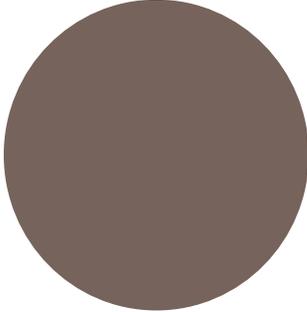
Source : Bpifrance.

4. LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT





Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises sont interrogées sur le montant des dépenses d'investissement engagées ou prévues pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.



Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N (« en hausse », « stable » ou « en baisse ») par rapport à l'année précédente N-1, ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante N+1 est sollicitée, toujours de façon qualitative.

4.1

2014 Ralentissement de la baisse des investissements

En mai 2014, 44 % des PME « ont déjà investi ou prévoient d'investir dans l'année ». C'est la même proportion qu'en mai 2013, mais 3 points de moins qu'en mai 2012.

Par ailleurs, 31 % des entreprises prévoient une baisse des dépenses d'investissement en 2014 et 22 % une progression, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement négatif à -9, après -16 en mai 2013 et -7 en mai en 2012.

L'investissement est en voie de stabilisation dans l'industrie, les travaux publics et les services aux entreprises mais continuerait de décliner dans les autres secteurs d'activité

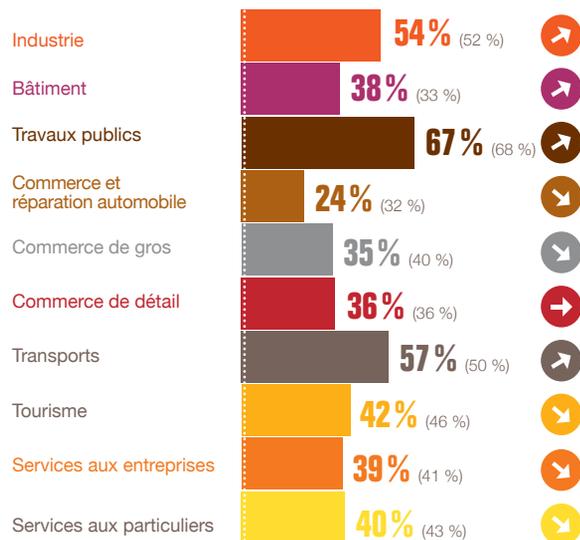
Dans l'industrie, 54 % des entreprises prévoient d'investir en 2014, soit 2 points de plus que prévu en mai 2013 pour cette année-là. Par ailleurs, l'indicateur courant du volume d'investissement se rapproche de l'équilibre, à -4. La conjugaison de ces deux paramètres laisse entendre que l'investissement a cessé de décroître dans l'industrie.

Le même raisonnement conduit à penser que le volume des investissements se stabilise dans les PME des services aux entreprises, des travaux publics voire des transports.

Par contre, les prévisions d'investissement apparaissent encore très prudentes dans les autres secteurs d'activité, qui dépendent fortement de l'évolution de la demande des ménages.

• **PROPORTION D'ENTREPRISES « PRÉVOYANT EN MAI D'INVESTIR DANS L'ANNÉE », SOIT POUR 2014**

(Rappel en mai 2013 pour 2013)



Source : Bpifrance.

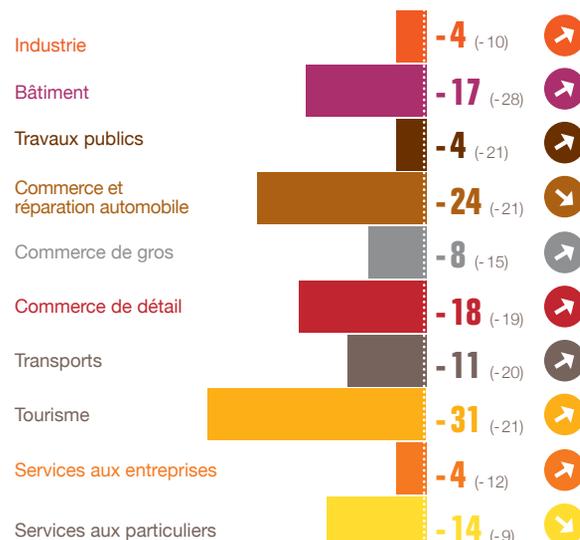
Lecture : en mai 2014, 54 % des PME de l'industrie prévoient d'investir en 2014, contre 52 % en mai 2013. Toujours dans l'industrie, 28 % des entreprises envisagent des dépenses d'investissement en hausse par rapport à 2013, contre 32 % en baisse, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement de -4. Cet indicateur est supérieur à celui de mai 2013 (-10).

Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

• **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DU VOLUME D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE N EN COURS**

SOLDE DES POURCENTAGES D'OPINION « EN HAUSSE » MOINS « EN BAISSSE »

(Rappel en mai 2013 pour 2013)



Source : Bpifrance.

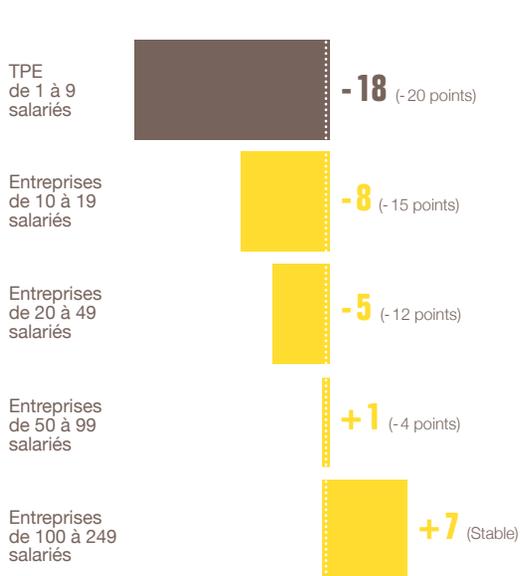


Les TPE annoncent toujours une sensible baisse de leurs dépenses investissement tandis que les moyennes entreprises prévoient une légère hausse

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DU VOLUME D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS, SOIT POUR 2014**

SOLDE DES POURCENTAGES D'OPINION « EN HAUSSE »
MOINS « EN BAISSSE »

(Rappel en mai 2013 pour 2013)



Source : Bpifrance.

Les PME exportatrices et innovantes ont stabilisé leurs investissements contrairement aux autres

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DU VOLUME D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS, SOIT POUR 2014**
SOLDE DES POURCENTAGES D'OPINION « EN HAUSSE »
MOINS « EN BAISSSE »
(Rappel en mai 2013 pour 2013)

EXPORT



INNOVATION



Source : Bpifrance.

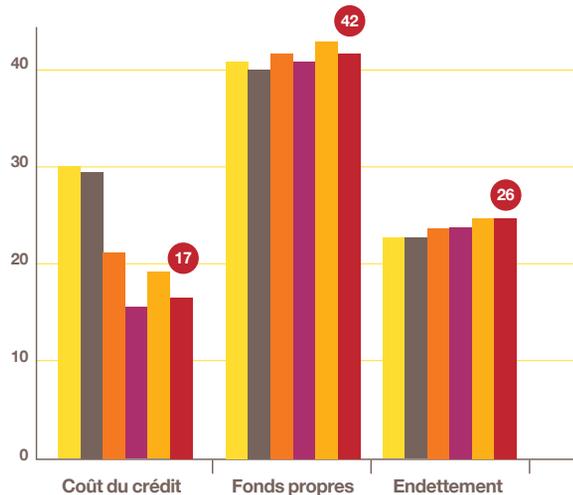
Insuffisance de la demande et faiblesse de la rentabilité demeurent les principaux freins à l'investissement

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

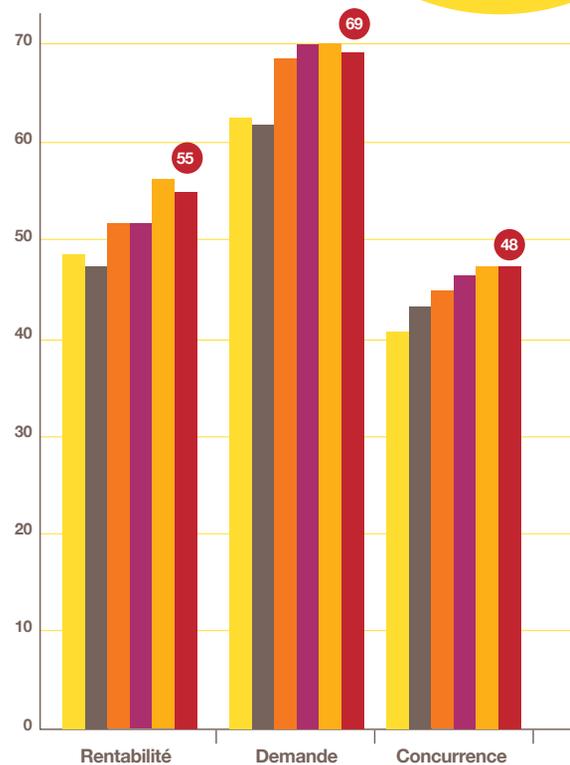
L'**insuffisance de la demande** est toujours le frein le plus cité, par 69 % des PME, quasi sans changement depuis fin 2012. La **faiblesse de la rentabilité** se maintient au deuxième rang, mentionnée par 55 % des dirigeants.

Suivent l'**intensité de la concurrence** (48 %) et le **manque de fonds propres** (42 %). L'endettement de l'entreprise (26 %) et surtout le coût du crédit (17 %) sont considérés comme des obstacles nettement moins importants.

• OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT EN %



Source : Bpifrance.



4.2

L'accès au crédit à l'investissement est difficile pour un peu plus d'une PME sur dix

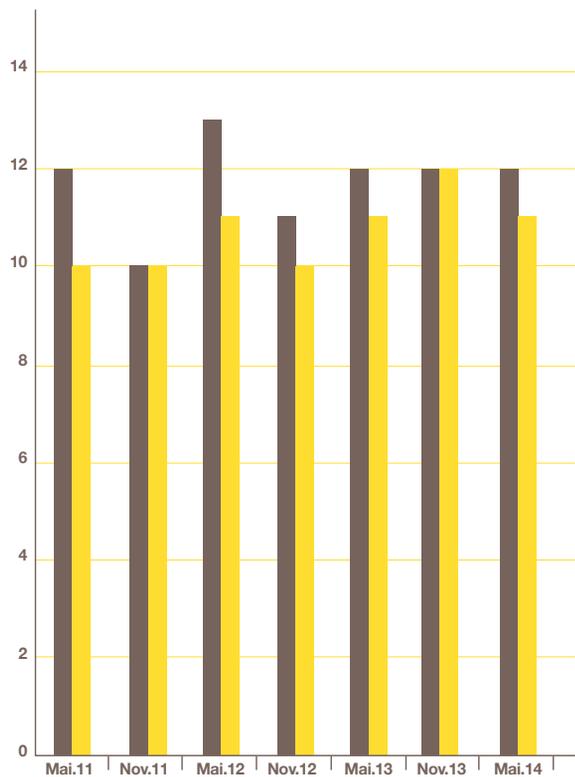
À la question « Avez-vous rencontré des difficultés auprès des établissements financiers pour financer vos investissements au cours des 6 derniers mois ? » ⁽¹⁾, 11 % répondent par l'affirmative contre 12 % en novembre précédent.

La proportion est plus élevée que la moyenne dans les secteurs du tourisme (21 % idem fin 2013), des travaux publics (17 %, - 1 point), voire des transports (15 %, -3 points). À l'opposé, elle est plus faible dans le commerce de gros (8 %, +1 point) et l'industrie (9 %, - 2 points).

La taille de l'entreprise n'a pas d'incidence sur l'obtention des concours financiers sollicités.

(1) Question introduite dans la 52^e enquête datée de janvier 2011.

• **DIFFICULTÉ D'ACCÈS AU CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT**
EN %

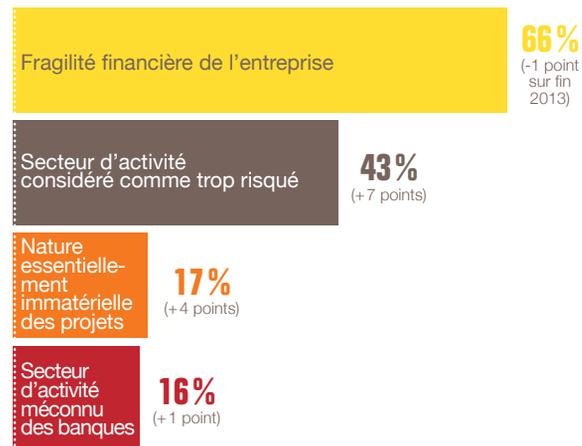


Source : Bpifrance.

■ Moins de 10 salariés
■ 10 à 250 salariés

Enfin, ni les performances à l'exportation, ni l'innovation ne sont des facteurs discriminants sur l'accès au crédit à l'investissement.

Aux quelques 11 % d'entreprises ayant dit avoir rencontré des difficultés, il était demandé d'en indiquer les causes parmi la liste suivante (possibilité de réponses multiples) :



Source : Bpifrance.

La fragilité financière de l'entreprise apparaît toujours comme la principale cause de refus, mais l'appartenance à un secteur d'activité considéré comme risqué constitue de plus en plus un obstacle.

4.3

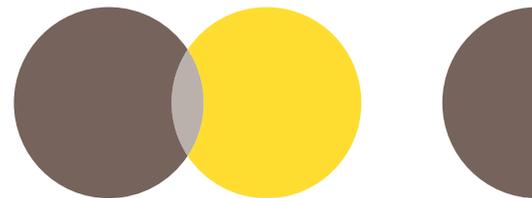
Souhait de limitation de l'autofinancement au profit des concours financiers externes

Malgré la relative prudence des projets d'investissement prévus en 2014, les PME souhaitent limiter à 35 % la part de l'autofinancement ⁽¹⁾, tout comme en mai 2013. En effet, le faible coût du crédit semble particulièrement favorable à l'endettement, alors que la majorité des PME ne se considèrent pas trop endettées actuellement.

Dans les plans de financement prévisionnels, la part moyenne des concours externes à moyen terme (2 à 7 ans) constitue plus de la moitié des besoins :

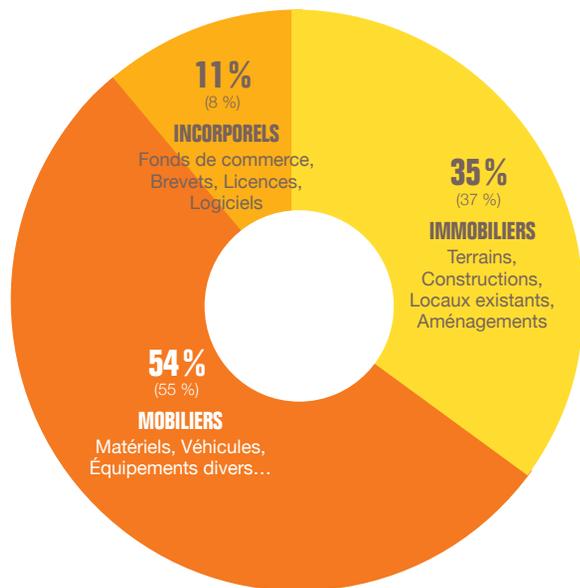
- 35 % pour les crédits bancaires à moyen terme (- 1 point);
- 20 % pour le crédit-bail immobilier et la location financière (+3 points).

La part relative des financements à long terme, crédit bancaire à plus de 7 ans et crédit-bail immobilier, ressort à 10 % en moyenne, contre 12 % en mai 2013.



⁽¹⁾ Autofinancement des investissements = (financement sur ressources propres de l'entreprise) + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance).

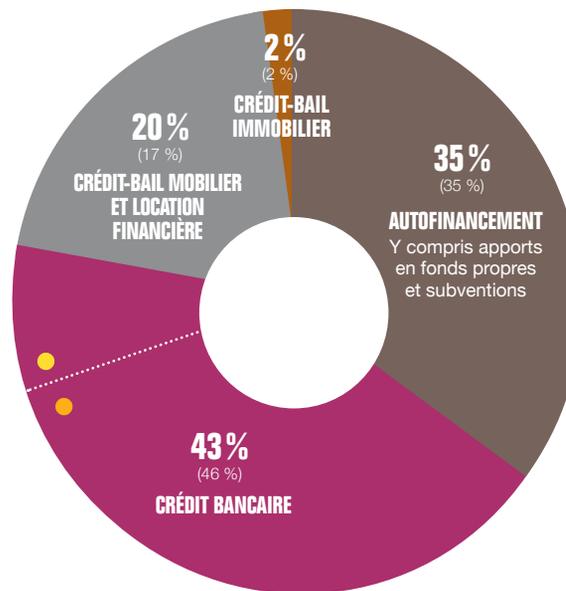
• **RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR NATURE**
(Rappel enquête mai 2013)



Base : 1 781 PME ayant déclaré des investissements.

Source : **Bpifrance**.

• **PLAN DE FINANCEMENT MOYEN**
(Rappel enquête mai 2013)

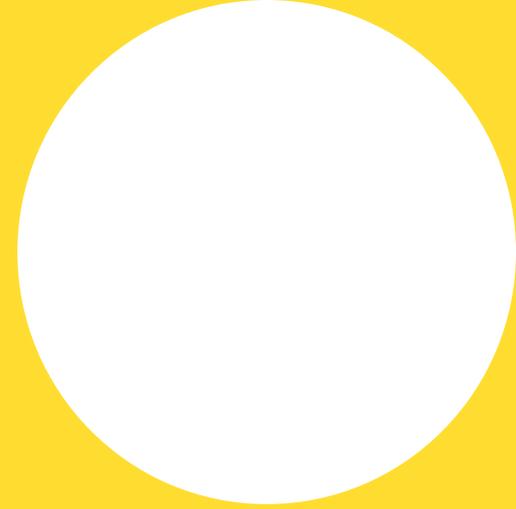


- Moyen terme (2 à 7 ans) : 35 % (36 %)
- Long terme (8 ans et plus) : 8 % (10 %)

Base : 1 781 PME ayant déclaré des investissements.

Source : **Bpifrance**.

5. MÉTHODOLOGIE



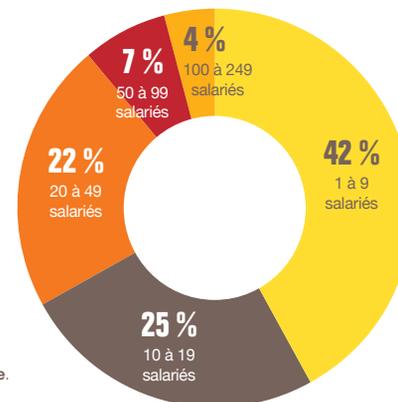
L'enquête semestrielle de **Bpifrance** a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

Pour cette 59^e édition, un questionnaire a été adressé, début mai 2014, par voie postale ou électronique à 28 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de CA.

L'analyse porte sur les 4 092 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 5 mai et le 6 juin 2014.

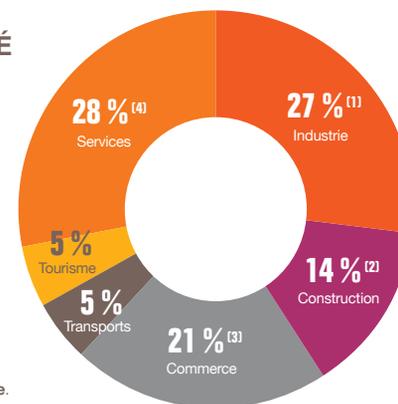
Structure de l'échantillon

TAILLE



Source : **Bpifrance**.

SECTEUR D'ACTIVITÉ



Source : **Bpifrance**.

(1) 12 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipement, 4 % biens de consommation et 3 % agroalimentaire.

(2) 12 % bâtiment et 2 % travaux publics.

(3) 12 % commerce de gros, 7 % commerce de détail et 2 % commerce et réparation automobile.

(4) 23 % services aux entreprises et 5 % services aux particuliers, hors tourisme.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution =
 $[(x\% \text{ « en hausse »}) - (y\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateurs en niveau =
 $[(x\% \text{ « bon / aisé »}) - (y\% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont pas pris en compte dans ce type d'indicateur.

Définitions

• QUALIFICATION DES ENTREPRISES EXPORTATRICES

« **Fortement exportatrices** » : entreprises réalisant plus du quart de leur activité à l'international (10 % dans l'échantillon) ;

« **Moyennement exportatrices** » : entreprises réalisant entre 6 % et 25 % de leur CA à l'export (13 % de l'échantillon) ;

« **Non exportatrices** » : entreprises qui n'exportent pas (58 %) ou font moins de 6 % de leur CA à l'international (19%).

• QUALIFICATION DES ENTREPRISES INNOVANTES

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

1. financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
2. acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
3. déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
4. développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
5. commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Dans l'échantillon, 37 % des entreprises sont « innovantes » et 63 % « non innovantes ».

Déclinaisons régionales

Cette enquête a fait l'objet de déclinaisons pour les 16 régions ayant un nombre de réponses significatif. Les tendances 2014 et les prévisions 2015 des principaux indicateurs sont présentées pour les régions **Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes**. Ces livrets sont consultables sur bpifrance-lelab.fr

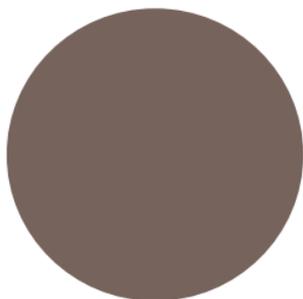


Pour contacter Bpifrance de votre région

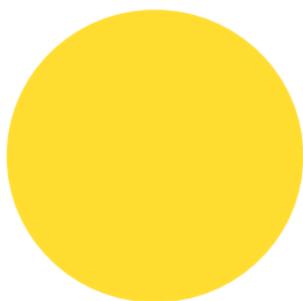
—
bpifrance.fr

Bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00



SERVIR **L'AVENIR**



Réf. : 6801-20 - ISSN : 2261-1460

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie ICI
ZI du Cormier - 49300 Cholet - RCS Angers 422 433 128

Imprimé en France : août 2014.

Ce document est imprimé avec des encres végétales
sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant
de forêts gérées de manière durable et équitable
par un professionnel labellisé Imprim'Vert. Imprim'Vert.



bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00